

Idrissa Seck : le retour d'une voix politique à l'épreuve du déclin électoral

Après plus de deux ans de discrétion médiatique depuis la présidentielle de mars 2024, Idrissa Seck est annoncé devant la presse le 27 octobre. Cette prise de parole suscite des interrogations sur ses ambitions, sa stratégie et sa capacité à retrouver une place dans le débat politique sénégalais. Longtemps considéré comme l'un des prétendants sérieux à la magistrature suprême, le président de Rewmi revient dans un contexte où son poids électoral s'est considérablement réduit.

Un parcours marqué par l'ambition et les ruptures

La trajectoire politique d'Idrissa Seck est indissociable de celle d'Abdoulaye Wade. Après l'alternance de 2000, il s'impose comme l'un des hommes forts du pouvoir libéral et apparaît comme un successeur potentiel du président. Mais les rivalités internes finissent par provoquer une rupture entre les deux hommes. Son départ du Parti démocratique sénégalais (PDS) et la création de Rewmi ouvrent alors une nouvelle séquence de sa carrière, marquée par les confrontations politiques, les épreuves judiciaires et la volonté de conquérir le pouvoir.

En 2007, Idrissa Seck réalise une performance significative en recueillant 14,92 % des suffrages exprimés à l'élection présidentielle. Il se classe deuxième derrière Abdoulaye Wade, confirmant son statut de figure majeure de l'opposition. Sa communication politique, ses interventions médiatiques et sa capacité à entretenir le débat autour de sa personne contribuent alors à renforcer sa visibilité nationale.

De l'opposition à la recherche d'une nouvelle légitimité

En 2012, il s'oppose au projet de troisième candidature d'Abdoulaye Wade, dans un contexte de fortes tensions politiques. Toutefois, son influence électorale recule : il obtient 7,86 % des voix, loin derrière Macky Sall, qui parvient à fédérer une large partie de l'opposition avant de remporter le second tour.

L'arrivée de Macky Sall au pouvoir ouvre ensuite une période de rapprochement entre les deux hommes. Mais cette alliance ne résiste pas durablement aux divergences politiques.

Idrissa Seck reprend progressivement ses distances avec le régime et retrouve les rangs de l'opposition.

En 2019, il réussit néanmoins à rebondir. Avec 20,51 % des suffrages, il termine deuxième de la présidentielle derrière Macky Sall. Ce résultat constitue l'une des meilleures performances de sa carrière et confirme qu'il demeure capable de rassembler plusieurs sensibilités politiques autour de sa candidature.

2024, le verdict brutal des urnes

La présidentielle de mars 2024 marque cependant un tournant majeur. Après avoir exercé les fonctions de président du Conseil économique, social et environnemental sous Macky Sall, Idrissa Seck se présente sous la bannière de Rewmi. Mais le résultat est particulièrement sévère : il ne recueille que 0,90 % des suffrages exprimés.

Cette chute spectaculaire, de 20,51 % en 2019 à moins de 1 % en 2024, révèle l'ampleur des difficultés auxquelles il est confronté. La polarisation du scrutin autour de Bassirou Diomaye Faye et d'Amadou Ba explique en partie la marginalisation de plusieurs candidats. Elle ne suffit cependant pas, à elle seule, à rendre compte du recul d'un homme qui avait longtemps incarné une alternative crédible au pouvoir en place.

La question de son ancrage électoral se pose désormais avec acuité. Son parti dispose-t-il encore d'une capacité réelle de mobilisation ? Son discours répond-il aux préoccupations d'une nouvelle génération d'électeurs ? Et surtout, Idrissa Seck peut-il renouveler son offre politique dans un paysage profondément transformé par l'ascension du Pastef et l'émergence de nouveaux rapports de force ?

Le silence, une stratégie ou le signe d'un essoufflement ?

Dans la vie politique sénégalaise, le silence n'est jamais totalement neutre. Il peut traduire une volonté de prendre du recul, de préparer une nouvelle stratégie ou d'attendre un moment jugé plus favorable. Mais il peut aussi accentuer la distance entre un responsable politique et une opinion publique en constante évolution.

Chez Idrissa Seck, cette discrétion s'inscrit dans une trajectoire où les périodes de retrait ont souvent alterné avec des retours médiatiques remarquables. Son annonce devant la presse, le 27 octobre, pourrait ainsi constituer une tentative de reprendre la parole et de clarifier ses intentions.

Reste à savoir ce qu'il viendra proposer. Un diagnostic de la situation nationale ? Une critique du pouvoir actuel ? Une recomposition de l'opposition ? Ou l'annonce d'une nouvelle orientation pour Rewmi ? En l'absence d'éléments précis sur le contenu de son intervention, toute interprétation définitive serait prématurée.

Une certitude demeure : l'attention médiatique suscitée par son retour ne garantit pas, à elle seule, une reconquête politique. Dans une démocratie, la notoriété d'un dirigeant et sa capacité à mobiliser les électeurs sont deux réalités distinctes.

Le défi de la reconquête

Pour Idrissa Seck, l'enjeu dépasse désormais la simple reprise de la parole publique. Il s'agit de démontrer qu'il conserve une utilité politique, une vision identifiable et une capacité à rassembler au-delà de son cercle traditionnel de soutiens.

Le Sénégal a changé. Les attentes citoyennes ont évolué, les anciennes alliances ont été bouleversées et les électeurs ont exprimé, à travers les dernières échéances électorales, une volonté de renouvellement. Dans ce contexte, les stratégies fondées uniquement sur la maîtrise de la communication ou sur la rareté des apparitions risquent de montrer leurs limites.

Idrissa Seck possède une expérience politique incontestable et une connaissance approfondie des mécanismes du pouvoir. Mais son passé ne saurait constituer, à lui seul, un programme pour l'avenir. Pour retrouver une place significative dans le débat national, il lui faudra transformer son retour médiatique en proposition politique concrète.

Le 27 octobre pourrait donc représenter davantage qu'une simple conférence de presse. Ce sera, pour le président de Rewmi, l'occasion de mesurer l'écart entre le souvenir de son influence passée et les exigences du présent.

Car, en politique, revenir sous les projecteurs est une chose. Retrouver la confiance des électeurs en est une autre.

Par imam chroniqueur Babacar Diop